

Michel CRÉPEAU

(1930-1999)

Né le 30 octobre 1930 à Fontenay-le-Comte en Vendée, cet avocat et homme politique – membre du Parti radical à dix-huit ans – est élu maire de La Rochelle en 1971 et le restera jusqu'à son décès le 30 mars 1999, à Paris.

En 1973, il met en place la première zone piétonne de France et, en 1974, un système de vélos à la disposition de la population. Ce pionnier de l'écologie municipale, candidat à l'élection présidentielle de 1981, est ministre de l'Environnement dans les gouvernements Mauroy I et II.

Michel Crépeau est le fils d'Édouard Crépeau, instituteur puis inspecteur à l'éducation nationale, et de Marcelle Pastureau. Son père était un républicain tandis que sa mère était de tradition monarchiste.

Études

Michel Crépeau suit une scolarité au lycée Pierre-Loti de Rochefort puis s'inscrit à la Faculté de droit de Bordeaux, dont il ressort diplômé. En 1955, il est avocat au Barreau de la Rochelle.

Carrière politique

Il fait ses premiers pas dans la politique en 1958. En 1967, il est élu conseiller général dans le canton de La Rochelle-Ouest. En 1968, il rate de justesse le siège de député, face à André Salardaine, et se décide à former une équipe électorale.

En mars 1971, il remporte les élections municipales et est élu maire de La Rochelle, fonction qu'il occupera jusqu'à sa mort. Il prend alors de nombreuses initiatives dans les domaines de l'environnement, de l'urbanisme et de la culture. Il bloque les constructions sur le littoral, étend les espaces verts, met en place un service de recyclage des déchets en 1973, inaugure le premier secteur piétonnier de France en 1975, et un libre-service gratuit de 400 vélos jaunes en 1976 (soit près de trente ans avant les fameux Vélib's de Paris).

En 1972, il participe à la création du Mouvement des Radicaux de Gauche (MRG), suite à la scission du Parti Radical. Il en est le président entre 1978 et 1981, et le candidat à l'élection présidentielle de 1981, où il obtient 642 847 voix, soit 2,21 % des suffrages exprimés.

En 1981 il est nommé ministre de l'Environnement dans le gouvernement de Pierre Mauroy; en 1983, il est nommé Ministre du commerce et de l'artisanat et son portefeuille est étendu au tourisme dans le gouvernement de Laurent Fabius en 1984. Il contribue en 1982 au vote de la France pour la Charte Mondiale de la nature à l'Assemblée générale des Nations-Unies, texte ambitieux qui préfigure les sommets de la Terre de 1992 et 2002. En 1985, il fait voter par le Parlement la loi créant l'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée), texte préparé par Jacques Graindorge, directeur de l'artisanat de son ministère, avec qui il crée les chambres régionales des métiers et de l'artisanat et la Fondexpa, et il ouvre l'apprentissage aux niveaux de formation supérieure.

En 1984, il confie à Jean-Louis Foulquier la création du festival des Francofolies.

En février 1986, il succède à Robert Badinter, nommé président du Conseil Constitutionnel, au poste de Garde des Sceaux, avec cette déclaration: « On ne remplace pas Robert Badinter, on lui succède »

Il n'y restera toutefois qu'un peu moins d'un mois, et aura ce mot : « J'ai été avocat pendant 28 ans et Garde des Sceaux pendant 28 jours. Si je suis le seul ministre de la Justice à ne pas avoir commis d'erreur, c'est parce que je n'ai pas eu le temps ».

En 1992, il pose la première pierre de l'Université de la Rochelle, aux côtés de François Mitterand et Helmut Kohl, à l'occasion du sommet de la Rochelle. Plus tard, il lance la construction du Technoforum, du Palais des Congrès, et déménage le port de pêche à Chef de Baie ; En 1995, il met en place un réseau de locations de voitures électriques.

Il est élu député de Charente-Maritime en juin 1997 et devient président du groupe parlementaire, Radical-citoyen-vert (RCV). Il a pour assistant parlementaire Jean-Vincent Placé, qui sera plus tard secrétaire national adjoint des Verts.

Le 23 mars 1999, il est victime d'un arrêt cardiaque en pleine séance parlementaire, peu après avoir posé une question à Dominique Strauss-Khan qui était en train de lui répondre. Philippe Douste-Blazy, cardiologue de profession et présent en séance, le réanime. Il décédera quelques jours plus tard à l'hôpital. Il avait 68 ans.

Fonctions ministérielles

- Du 22 mai 1981 au 22 mars 1983 : ministre de l'Environnement
- Du 22 mars 1983 au 17 juillet 1984 : ministre du Commerce et de l'Artisanat
- Du 19 juillet 1984 au 19 février 1986 : ministre du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme
- Du 19 février 1986 au 19 mars 1986 : Garde des Sceaux et ministre de la Justice

Mandats politiques nationaux

- Du 11 mars 1973 au 2 avril 1978 : député de la première circonscription de la Charente-Maritime
- Du 19 mars 1978 au 22 mai 1981 : député de la première circonscription de la Charente-Maritime

Michel Crépeau ; biographie

- Du 21 juin 1981 au 24 juillet 1981 : député de la première circonscription de la Charente-Maritime
- Du 16 mars 1986 au 14 mai 1998 : député de Charente-Maritime
- Du 12 juin 1988 au 1^{er} avril 1993 : député de la première circonscription de la Charente-Maritime.
- Du 1er juin 1997 au 30 mars 1999: député de la première circonscription de la Charente-Maritime (PRG, président du groupe Radical – citoyen-Vert)

Mandats politiques locaux

- De 1971 à 1999 : maire (MRG) de La Rochelle.